

JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La revendication graduée de Soltani

Souvent, lorsqu'il lui échoit de discourir sur la réconciliation nationale, Aboudjerra Soltani, le président du MSP, engage toute sa sensibilité d'islamiste. Hier, lors de la journée parlementaire dédiée justement à cette thématique, il s'est affiché toujours habile en matière de surenchère. «L'administration doit, d'ici le 29 septembre 2010, assainir la totalité des dossiers qu'elle a à traiter dans le cadre de la charte pour la paix et la réconciliation», a-t-il revendiqué.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - C'est donc un délai de près de deux ans que le chef du parti islamiste, néanmoins ministre d'Etat, sans portefeuille, fixe à l'administration pour boucler le traitement des dossiers qui lui sont échus dans le cadre de la mise en pratique de la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Et puisqu'il était inspiré à serti

ses réclamations d'échéances, il situera l'horizon 2011 pour la levée de l'état d'urgence et 2012 pour la levée de tous les blocages politiques.

Cette dernière échéance fixée trahit, incidemment, pour sûr, une reconnaissance de l'existence de blocages politiques.

Soltani ne voit, par ailleurs, nulle urgence à

évacuer de suite ces baricades politiques.

En revanche, il a cru impératif que le prochain président de la République édicte d'autres mesures au profit des terroristes islamistes, comme l'y autorise l'article 47 de la loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Pour exprimer un tel impératif, une telle revendication, le président du Mouvement de la société pour la paix a dû écouter attentivement Ouyahia commettre son laïus.

Ce dernier n'a fait en effet nulle allusion à l'enrichissement de l'arsenal de mesures déjà prises dans le cadre de la charte pour la paix et la récon-

ciliation. Mieux, il aura l'affirmation nette, lors d'une séquence hors menu de cette journée parlementaire.

En marge, en effet, des travaux de la journée en question, le Premier ministre a soutenu que «pour le moment, rien n'est prévu.»

Plus clairement, on ne penserait pas en haut lieu à édicter de nouvelles mesures pour renforcer la réconciliation nationale.

Sinon, Ahmed Ouyahia a estimé que «le

bilan, en termes de traitement de dossiers, est très positif» et que «la réconciliation nationale est un processus long». La réconciliation nationale n'est cependant pas, selon lui, seulement un décompte de dossiers, comme elle n'est pas un registre politique fait de spéculations et de surenchères. Le secrétaire général de l'instance exécutive du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem, happé par les journalistes au sortir

de la salle El Mouggar où a eu lieu cette journée parlementaire sur la réconciliation nationale, a lâché le seul chiffre qui se voudrait l'élément d'un bilan qui reste à établir.

«Au moins 6 000 armes ont été déposées», a-t-il affirmé.

Louisa Hanoune, qui a pris part à la journée parlementaire, se suffira de ce peu cette fois-ci, elle, qui n'a de cesse de réclamer un bilan de la réconciliation nationale.

S. A. I.

OUYAHIA À PROPOS DE LA DÉFECTION

DE CANDIDATURES DE QUALITÉ :

«Personne ne leur a interdit de venir»

Sollicité pour commenter la défection de leaders de partis politiques et de personnalités nationales pour la prochaine élection présidentielle, Ahmed Ouyahia a tenté de soustraire le pouvoir de toute responsabilité en cela.

«Est-ce que quelqu'un leur a interdit de venir ? Celui qui a un problème avec lui-même n'a pas à se défaire sur les autres et à prétexter d'autres justifications.»

Auparavant, lorsqu'il prononçait son laïus devant les parlementaires de l'Alliance, il a vilipendé ceux qui se sont

abstenus de s'inscrire en compétition électorale.

«Il faut un engagement contre la cécité politique, comme celle que nous constatons en cette veille d'élection présidentielle. L'Algérie, ce ne sont pas les salons politiques et ce n'est pas un marché pour l'argent sale», a-t-il dit, sans se départir de l'allusion, ajoutant : «Ils ont oublié ce qui s'est passé en 2004. Nous leur disons que le peuple est souverain et que s'il y a quelque chose d'indivisible, c'est bien l'Algérie».

S. A. I.

EN MARGE DE LA COMMÉMORATION

DE LA DISPARITION DE ABDELHAK BENHAMOUDA

Louh loue les mérites de la réforme de la Sécurité sociale

La Caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (CNRCSS), créée récemment pour améliorer les conditions de recouvrement des cotisations, ne sera opérationnelle que dans deux années. L'information a été rendue publique hier par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale en marge de la cérémonie commémorative du 12^e anniversaire de la disparition de Abdelhak Benhamouda, organisée au siège de la Centrale syndicale .

Abder Bettache (Alger Le Soir) - M. Tayeb Louh, qui s'exprimait en marge de cette cérémonie, à laquelle était présent le Premier ministre Ahmed Ouyahia, a indiqué que son «département a engagé la réforme du système de la Sécurité sociale et que cela prendra le temps qu'il faudra en adaptation avec le nouveau cadre législatif».

Selon Tayeb Louh, «avec cette nouvelle structure, la Cnas se consacrera à sa vocation initiale, en l'occurrence la couverture sociale des assurés».

Il est à noter que le décret n°92.07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière définit les attributions et le rôle de la Cnas dont, notamment la gestion des

prestations en espèces des assurances sociales, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

A ce sujet, il y a lieu de noter que les prestations en espèces représentent les remboursements d'une partie des dépenses de soins (consultation médicale, achat de médicaments, frais d'analyses et d'exploration etc.)

Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de recouvrement des cotisations de sécurité sociale sont également pris en charge par la Cnas.

La Caisse nationale des assurances sociales assure aussi les mêmes prestations pour le compte d'autres caisses qui gèrent des risques tels que la retraite et la retraite anticipée au profit de la Caisse nationale des retraites

(CNR), le chômage pour la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac).

Tout comme elle a procédé au recouvrement des cotisations dues respectivement à la Casnos jusqu'en 1997 à la Cacobatp jusqu'en 1998 (congés payés, chômages intempéries).

De plus, la quote-part des œuvres sociales versée au Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS chargé du logement social) est également recouvrée par la Cnas.

Par ailleurs, M. Tayeb Louh a loué les faveurs des dernières mesures prises par son département, dont celle relative à la signature de la convention du tiers payant avec les médecins.

Relevons que la commémoration du décès de Abdelhak Benhamouda a été marquée par le dépôt d'une gerbe de fleurs par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et le secrétaire général de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd, suivie de la lecture de la Fatiha en présence des proches et amis du défunt ainsi que de syndicalistes.

A. B.

PARTENARIAT

La piste de l'italien Same Deutz-Fahr pour le CMT de Constantine

Le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, M. Abdelhamid Temmar, s'est montré intéressé par l'offre de partenariat formulée par le groupe italien Same Deutz-Fahr pour prendre une part au CMT (Complexe moteurs tracteurs) de Constantine et semble vouloir s'y pencher sérieusement. M. Temmar, qui a inspecté le complexe lundi dernier à l'occasion d'une visite de travail effectuée à Constantine, a indiqué que l'Etat algérien est prêt à financer ce projet de partenariat, si l'offre de ce groupe, dont le géant allemand de la mécanique Deutz est majoritaire, s'avèrera «intéressante», même s'il n'apportera pas de l'argent. «Certes, nous privilégions un partenariat qui nous fait bénéficier d'un apport financier mais si l'offre de ce groupe présente d'autres avantages économiques, l'Etat peut financer un tel actionariat» dira-t-il.

L'offre de Same Deutz-Fahr, qui aspire à une prise de participation de l'ordre de 30 % au capital du complexe, porte uniquement sur le montage des tracteurs. Une offre qui stipule également qu'on lui trouve un financier. Les autres propositions reçues par la direction du CMT, notamment celles qui sont formulées par les groupes MAN et Deutz, concerne, précise-t-on, la fabrication des moteurs, mais qui n'ont pas encore dépassé le stade des négociations préliminaires.

Notons que le CMT a repris son activité de montage de tracteurs après plus d'une année d'inertie, où ce fleuron de l'industrie mécanique algérienne, du temps de l'industrialisation et du plein emploi, a été contraint, faute de marchés, de suspendre tous ses investissements. Une crise qui a vu l'activité du complexe se réduire à la fabrication de pièces de rechange et la rénovation de moteurs de marque CMT et qui a failli provoquer la compression de ses effectifs, voire sa fermeture pure et simple. Cette reprise de l'activité de montage est décidée en prévision de la relance du leasing du matériel agricole, confié par le gouvernement à la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), après la liquida-

tion de la Société algérienne de leasing mobilier (Salem) en août 2008, dont la débâcle a causé moult difficultés au CMT, qui a vu ses ventes nettement chuter. La direction du complexe compte également sur une éventuelle exportation des tracteurs vers le Soudan. Les tracteurs du CMT subissent actuellement les tests d'homologation dans ce pays. Par ailleurs, le ministre, qui a précisé que l'annonce faite pour la création de treize entreprises publiques n'est qu'une opération d'assainissement d'entreprises existantes, si fait qu'elles n'ont pas trouvé preneurs et que l'Etat ne pourrait les laisser à l'abandon, a évoqué sur un ton nonchalant la possibilité d'aller puiser dans les caisses de la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA) pour régler les salaires impayés de certaines entités économiques du secteur public. Un recours qui, d'ailleurs, contredit son constat de la «mort du socialisme», à moins que le ministre voulait tout simplement titiller certaines sensibilités dont celle des responsables de ladite entreprise présents à la réunion. Bref, le complexe du 18-Février de cette société qui détient plus de 75 % des parts du marché algérien du tabac, situé dans la zone industrielle Tarf, présente une aisance financière confortable et devra, selon le ministre, donner un plus à la gestion de ladite zone industrielle.

Enfin, M. Temmar tout en appelant les opérateurs privés à s'organiser pour une meilleure prise en charge des problèmes qui minent la gestion des zones industrielles en matière d'aménagement et surtout de sécurité, a ordonné de récupérer immédiatement les terrains inexploités.

Le nombre de lots inexploités s'élève à 66 dont 47 lots se trouvent à travers les zones industrielles à Constantine. Certains lots ont été attribués depuis plus d'une dizaine d'années. Les quatre zones industrielles et les onze zones d'activité de la wilaya de Constantine s'étalent sur une superficie globale de 920 hectares, répartis sur plus de 1 600 lots dont près de 1 450 sont déjà cédés.

L. H.